

Produire moins, partager plus, décider ensemble

ENSEMBLE À GAUCHE

solidarités da.  **solidarité & écologie**
Vaud décroissance alternatives

Les riches s'enrichissent, les plus pauvres trinquent. Le capitalisme détruit la nature et les liens sociaux, exploite les pays du Sud, transforme en marchandise tout ce qui est encore gratuit, jusqu'à nos vies. Il apporte chaque jour la preuve que derrière l'abondance de divertissements et de biens de consommation, il ne parvient pas à satisfaire les besoins du plus grand nombre. Les profits et les décisions d'une minorité accroissent les inégalités et causent un désastre écologique. Elles mettent en péril les conditions de vie et de travail du plus grand nombre et plus fortement encore celles des personnes issues de la migration, précaires ou des femmes. Poursuivre à l'infini une telle croissance des pays déjà riches, c'est aller droit dans le mur. Dans la courte fenêtre d'action dont nous disposons encore, nous devons faire naître un autre monde.

Pour nous, Ensemble à Gauche Vaud, la réponse à ces enjeux nécessite des changements en profondeur et ne peut qu'être collective, solidaire et démocratique.

Nos valeurs essentielles: l'égalité maintenant, la démocratie réelle, la priorité au bien commun et la restauration urgente de l'équilibre entre l'humanité et la nature. Nous voulons un monde vivable et respirable pour toutes. Nous voulons le partage des richesses et la restauration d'un rapport harmonieux avec la nature, contre les logiques du profit. Nous voulons décroître les productions inutiles et nuisibles et accroître la qualité de vie dans un esprit de justice sociale. Nous voulons une société économe en énergie et riche en liens, où ceux qui produisent décident, où les besoins sont collectivement discutés et où les richesses sont partagées. En résumé: produire moins, partager plus, décider ensemble.

Six mois avant la fin de la législature 2019-2023, la majorité bourgeoise du Conseil fédéral et du Parlement n'a pas été capable de répondre à ces défis. Pire, elle a sciemment freiné toute avancée un tant soit peu sérieuse dans ces domaines. Aucun plan climat permettant véritablement de répondre au dérèglement climatique n'a été mis en place. Le durcissement des politiques néolibérales détériore les services publics et appauvrit la population: l'hôpital sort affaibli de la crise covid sans investissement pour le soutenir, les salaires réels baissent faute d'indexation suffisante, l'âge de la retraite des femmes est repoussé et les pensions réduites. Dernier exemple en date: le Conseil fédéral et la BNS offrent des centaines de milliards à UBS pour racheter Crédit Suisse, sans exiger que les 8000 à 10'000 emplois menacés en Suisse soient sauvegardés, ni imposer à UBS le désinvestissement des énergies fossiles, ni en profiter pour créer un fond de transition écologique.

Dans ce contexte, nous proposons un changement de cap vers un autre monde, en présentant des candidatures au Conseil national et au Conseil des États. Nous proposons une politique qui défend les intérêts du plus grand nombre et qui porte la voix de ceux qui se mobilisent sur leur lieu de travail, dans les champs, dans les mouvements sociaux et dans les collectifs. Une politique qui donne la priorité à l'action climatique, écologique et sociale.

Pour une politique véritablement écologique

Le dérèglement climatique menace la survie de l'humanité. Y répondre exige une réduction rapide des gaz à effet de serre. L'extinction de nombreuses espèces végétales et animales menace l'équilibre du vivant et la souveraineté alimentaire. Des mesures de sauvegarde et de restauration de la biodiversité doivent être prises rapidement. Nous refusons que les efforts pour y parvenir se fassent sur le dos du salariat et de la paysannerie en épargnant les classes privilégiées. Nous proposons des mesures fortes en matière de transports, d'aménagement du territoire, d'énergie et de politique économique, notamment:

- Développer les transports publics et le rail, pour limiter le recours à la voiture individuelle et aux camions; instaurer la gratuité des transports.
- Utiliser les profits immobiliers pour un plan massif d'isolation des bâtiments; établir des normes de construction réduisant le recours au béton.
- Socialiser la production et la distribution de l'énergie; développer rapidement les énergies renouvelables.
- Réorienter l'économie vers une production de biens utiles, économes en énergie et en matières premières; relocaliser la production et favoriser les circuits courts.
- Soutenir une agriculture paysanne qui permette de vivre de son travail, assure la souveraineté alimentaire, respecte la nature et les animaux et préserve le climat et la biodiversité; contrôler et réduire massivement les marges des grands distributeurs sur les produits agricoles.

La priorité est à:

- La création d'un service public de l'énergie
- Gratuité des transports publics; investissements massifs pour leur développement
- L'interdiction des investissements dans les énergies fossiles et création d'un fonds pour la transition énergétique.
- La réduction du temps de travail salarié à 32h. par semaine

Pour une politique solidaire qui réponde à l'urgence sociale

La situation de la très grande majorité de la population qui produit les richesses se dégrade, pendant que le nombre de millionnaires et de milliardaires croît. Crise climatique et crise sociale sont étroitement liées: le dérèglement climatique entraîne et amplifie d'autres crises, économiques, sanitaires, des ressources ou encore migratoires, tout en accroissant les inégalités et les violences patriarcales. Il faut inverser cette tendance par des mesures qui instaurent une plus grande justice sociale dans le contexte du dérèglement climatique et lutter contre toute forme d'oppression et de discrimination. Nous voulons notamment:

- Des conditions de travail dignes par l'introduction d'un salaire minimum national de 4500.–, d'une indexation automatique des salaires et de la semaine de travail de 32 h.
- Des retraites assurées par l'intégration progressive du II^e pilier à l'AVS pour assurer une rente minimale d'au moins 4000.–
- Le droit à la santé par une caisse maladie unique et publique, sur le modèle AVS, avec des primes proportionnelles au revenu.
- L'inscription de l'avortement libre et gratuit dans la Constitution et son intégration dans le Code civil.

- Le droit à un logement convenable par le blocage des loyers et des charges.
- La régularisation collective de toutes les personnes sans-papiers et la liberté d'installation.
- La fin des politiques d'austérité par le renforcement de la progressivité de l'impôt et la suppression des exonérations fiscales accordées aux grandes entreprises et aux grosses fortunes.
- La création d'un observatoire des violences sexistes et sexuelles et l'application effective de l'égalité femmes-hommes, notamment en matière de salaire.
- Un congé parental égalitaire d'une année à partager entre les parents; le droit à une place en crèche pour chaque enfant.

La priorité est à :

- la socialisation d'UBS avec un moratoire sur les licenciements
- un salaire minimum légal
- l'intégration du II^e pilier dans l'AVS
- une caisse maladie unique et publique

Nos candidatures

Nos 19 candidatures comportent une grande diversité géographique et socioprofessionnelle et portent des engagements aussi essentiels que variés – syndical, féministe, antiraciste, internationaliste, paysan, écologiste, populaire. Des candidatures indépendantes ont rejoint les membres de nos trois mouvements – solidaritéS, décroissance alternatives et Solidarité & Écologie – signe de la volonté de notre coalition de rassembler toutes les personnes qui ne se résignent pas face aux inégalités sociales et à la destruction du vivant.

Au Conseil des Etats :

01. Ella-Mona Chevalley.

02. Hadrien Buclin.

Au Conseil National

01. Elodie Lopez, Vevey, députée, conseillère communale, employée d'association, guide historique, chanteuse Tadââm, 29 ans.

02. Hadrien Buclin, Lausanne, collaborateur scientifique, député au Grand Conseil, membre SSP, ASLOCA, Coopérative Le Jardin Potager, 37 ans.

03. Ella-Mona Chevalley, Yverdon, conseillère communale, stagiaire Office fédéral de l'agriculture, 25 ans.

04. Christine Dubochet, Morges, ex enseignante et conseillère communale. Grands-parents pour le climat, 79 ans.

05. Mathilde Marendaz, Yverdon, députée, conseillère communale, Master géographie, activiste pour le vivant, étudiante HEP, ASLOCA, 25 ans.

06. Quentin Talon, Montreux, conseiller communal, ingénieur physicien, laborantin CFC, ex-chef scout, 33 ans.

07. Gabriella Lima, Yverdon-les-Bains, secrétaire syndicale, militante internationaliste, 26 ans.

08. Johann Dupuis, Lausanne, collaborateur scientifique, conseiller communal (coprésident du groupe ÈàG), 40 ans.

09. Taraneh Aminian, La Tour-de-Peilz, Dr Ing. EPFL, ex municipale, députée et enseignante, coprésidente ASLOCA Vevey-La Tour, synd. SUD, 66 ans.

10. Pierre Conscience, Lausanne, enseignant, conseiller communal ÈàG, Commission des finances, Syndicat des Services Publics, 34 ans.

11. Layla Outemzabet, Yverdon, ébéniste, autrice compositrice interprète, conseillère communale, 25 ans.

12. Pierre Patelli, Nyon, chômeur, conseiller communal, association de quartier, solidarité internationale, 30 ans.

13. Franziska Meinherz, Lausanne, chercheuse en mobilité & urbanisme, conseil communal, 32 ans.

14. Pierre-Gilles Sthioul, Vevey, maraîcher en agroécologie à Praz Bonjour, conseiller communal, papa, 39 ans.

15. Véronique de Siebenthal, Yvonand, assistante sociale HES et praticienne formatrice, militante droits des femmes et des minorités, 61 ans.

16. Luc-Étienne Gagnebin, Leysin, menuisier, conseiller communal, professeur de ski pour personnes en situation de handicap, 34 ans.

17. Joëlle Minacci, Vevey, députée, conseillère communale, secrétaire politique, travailleuse sociale, 36 ans.

18. Marco Costantini, Ependes, Municipal, Mécanicien de Locomotives, père de 3 enfants, 40 ans.

19. Gaëlle Kovaliv, Lasusanne, Codirectrice de BDFIL, chercheuse, conseil comm., coopératives Ecopolis, et Jardins Potagers, 33 ans..